



Compte-rendu de la réunion de débriefing de la session CSW69 Amazone - 22.04.25

M. MATSAS rappelle que la CSW est l'endroit le plus important pour porter les débats au niveau international. Les Etats se sont réunis du 10 au 21 mars 2025 à New York pour analyser les recommandations et les futurs enjeux. Cette année est particulière, puisqu'il s'agit des 30 ans de la déclaration de Pékin. La thématique de cette session est « For all Women and Girls: rights, Equality, empowerment ». La session avait pour objectif d'évaluer la réalisation de la mise en œuvre de la déclaration ainsi que les résultats de la 23^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Cette réunion a pris place dans un contexte compliqué, avec des forces contraires et extrêmement virulentes. La réunion de ce jour vise aussi à réfléchir sur ce qu'on pourrait faire pour continuer à défendre nos valeurs.

1. Mme Héléna BERGE

Mme BERGE informe que la déclaration est de plus en plus brève. L'EU reste pionnière à New York. Les négociations sont de plus en plus difficiles, car la Hongrie et d'autres pays promeuvent une politique anti-genre au sein de l'UE. Quand on parle de politique de diversité et de Convention d'Istanbul, les positions de certains pays européens se crispent.

Avantage : les petits Etats ont le même avis. On fait des focus-groupes en ligne et on a de bons résultats. La Belgique a assumé un rôle important pour viser les causes fondamentales des inégalités : participation des femmes, droits sexuels et reproductifs, cyberviolence et gap de santé.

La préparation des négociations a été réalisée avant la session : les négociations ont été difficiles dès le début à cause de de la politique anti-genre. Le Vatican joue un rôle primordial. Par ailleurs, la situation financière n'était pas au beau fixe, ce qui a induit une diminution du nombre locaux disponibles pour les échanges de la société civile.

Au niveau géopolitique, la nouvelle politique DEI américaine a eu un impact sur les négociations. Il y a eu des divergences concernant les droits humains et d'autres pays misaient plus sur le développement que sur les droits de la femme.

Quand on voit le résultat, c'est assez positif et progressiste vu le contexte difficile. Des passages importants exprimant des engagements ont été maintenus et même certains points ont été renforcés, notamment la lutte contre les violences faites aux femmes, la sécurité sociale et la participation de la société civile. Par contre, il n'a pas été possible d'inscrire les droits LGBTQIA+, de même que les différences de genre et la santé sexuelle et les droits sexuels et reproductifs dans le texte. Bien qu'il y ait des tabous au niveau international, il y a une volonté de compromis entre les Etats. Certains pays ayant des politiques anti-genre ne sont pas encore prêts pour travailler sur ces sujets. Elle relève que l'Argentine applique également une politique anti-genre comme les USA.

Enfin, elle a constaté que l'Arabie Saoudite qui assurait la présidence de cette CSW, a mis la pression pour aboutir à un texte, ce qui est surprenant. Elle craint que l'année prochaine, la session sera encore plus compliquée avec les USA.

2. Mme Meron KNIKMAN

Avant la session, la délégation belge a rencontré Mme Hadja LABIB pour se mettre d'accord sur les questions à poser et connaître la position de la Commissaire : on a parlé de financement, de revitalisation de la CSW, de backlash, de la question de l'avortement, de collaboration et de liens entre les portefeuilles. Elle a été inondée de questions, ce qui l'a mise très mal à l'aise, car elle ne maîtrisait pas encore tous les dossiers (début de mandat). Elle a cependant constaté qu'il y avait un mouvement important de backlash, même au niveau européen et a insisté sur l'importance d'intégrer la dimension de genre dans les travaux de l'UE.

La réunion était tendue à cause du changement politique des USA. Le Working programme était encore en cours de négociation. Les recommandations d'OXFAM ont été rappelées au niveau du financement. Mme LABIB a déclaré que toutes les compétences qu'elle gère sont interconnectées et qu'il n'y a pas de hiérarchie entre elles. Elle espère que le Gender mainstreaming ne relèvera pas seulement de ses compétences, mais bien de l'ensemble de la Commission européenne.

Mme la Ministre Caroline GENNEZ a participé à la session de New-York. Elle est restée très neutre, mais elle a suivi les activités pendant les négociations. Plusieurs orateurs ont pris la parole : elle constate que de nombreux acquis ont été remis en question. Elle rappelle que le backlash n'est pas récent et date d'il y a bien longtemps aux USA.

Réflexion

Comment peut-on mieux s'organiser en tant que société civile ? On constate qu'il existe de grands groupes de femmes diversifiées. L'accès des femmes pour ce type de session n'est pas évident : elles ont des problèmes de visas, car on leur demande si elles sont mariées. Si elles le sont, elles obtiennent plus vite le visa. Sur place, rien n'est prévu pour aider les femmes qui viennent avec leurs jeunes enfants (garde). En outre, ce voyage est particulièrement coûteux et New York est très cher, ce qui peut empêcher une partie de la société civile d'y participer.

Les voix conservatrices étaient fort bien organisées : elles avaient préparé des questions et savaient à quel moment elles allaient intervenir. Elle pense qu'il faudrait reproduire ce modèle pour faire un contre-poids tout aussi organisé. Il faudrait donc décider ce qui est prioritaire au niveau belge et qui peut donner des informations sur place, ce qui nécessite une réflexion avec le Ministre des Affaires étrangères, Maxime PREVOT.

3. Mme Claire MARTINUS

C'est la 3^{ème} année qu'elle participe à cette session. Dès le départ, elle a ressenti un climat plus tendu que les 2 autres années et d'autant plus avec les mesures prises par l'administration TRUMP. Elle avait déjà des craintes pour arriver sur le territoire américain, car elle est enseignante-chercheuse en étude de genre. Elle a eu de la chance, car de nombreux chercheur.euse.s ont été refoulé.e.s ou retardé.e.s de telle manière qu'ils/elles sont arrivées après la session.

L'année passée, elle avait assisté aux négociations informelles pour les agréer conclusions. Cette année, elle a participé aux événements parallèles des ONG. Elle a analysé comment les approches genre et anti-genre pouvaient s'alimenter mutuellement. Trois thèmes ont régulièrement été avancés dans tous les types d'événements : famille, religion et maternité. Elle a constaté que les méthodes argumentatives sont similaires dans tous les Side Events et les événements parallèles. La question du vocabulaire est très importante.

Organisation de la CSW

La CSW s'organise autour de plusieurs événements :

1) Événements officiels

Ces événements officiels ont commencé avec la signature de la déclaration politique adoptée à l'occasion de ce 30^{ème} anniversaire de la Conférence mondiale de Pékin. Ensuite, il y a eu un débriefing avec la société civile et les participants ont discuté des thèmes qui pourraient être abordés lors des prochaines CSW.

A la clôture de ces événements, les Etats ont pu s'exprimer. Le diplomate américain a eu une position totalement différente des autres années, beaucoup plus critique à l'égard des négociations qui ont eu lieu. Les USA soutiennent la volonté de protéger les femmes et les filles, mais ils ont déclaré ne plus vouloir soutenir cette déclaration en raison du langage adopté, comme le concept de genre. Pour eux, on doit utiliser le mot « sexe » pour confirmer la différence basée sur la biologie. La question du droit au développement est considérée, par les pays du Sud, comme prioritaire par rapport aux droits des femmes. Certaines thématiques abordées les prochaines années seront problématiques pour les USA.

2) Side Events

Ces événements sont organisés par les Etats ou les organisations de l'ONU (ONU-femmes). Les pays qui ont le plus organisé des événements sont le Mexique, le Royaume-Unis, le Canada, la Suède, la Norvège, l'Allemagne, le Kenya et l'Espagne.

Mme MARTINUS a assisté à des Side Events sur la religion, la maternité et la famille où elle a pu constater des positions très conservatrices, en mettant en avant des positions fort essentialisantes. Les thèmes abordés tournent autour des grandes problématiques : égalité hommes-femmes, autonomisation, mise en œuvre du programme d'action de Pékin, femmes-paix-sécurité, jeunesse, technologie.

Elle a aussi participé aux événements qui portaient sur les questions de backlash, pushback ou polarisation dans un contexte anti-genre affirmé. Elle a été frappée par la présence de « trolls », bien préparés, qui étaient là pour déstabiliser et poser des questions de manière fort agressive. Cela a été le cas pour l'événement belge.

3) NGO-CSW

Ce sont les événements parallèles qui se tiennent en face des bâtiments de l'ONU dans des bâtiments à caractère religieux.

4) CSWF (Conference on the State of Women and Family)

Elle est également organisée en parallèle et s'est tenue à l'Hôtel HILTON. Ce sont des personnes anti-genre, anti-avortement, anti-trans, anti-divorce, anti-contraception. Ces personnes se sont présentées en groupe, de manière très organisée. C'est une chose à retenir pour que nous puissions aussi nous organiser pour l'avenir. Pour déstabiliser, ils ont proposé des approches directes, très brèves avec le même type de formulation, un regard soutenu. Le soir, ce même groupe se retrouvait pour mettre en commun leur stratégie pour le lendemain.

Elle a assisté à un événement de l'Afghanistan sur l'éducation des femmes. Les représentants n'étaient pas des Talibans, mais des femmes enseignantes en médecine qui sont venues parler de nombreuses problématiques dont l'accès à l'éducation des femmes.

Concernant l'événement du Vatican, on a parlé de questions de l'avortement sélectif comme une 1^{ère} violence faite aux femmes. Ces propos étaient appuyés par des données et des analyses statistiques pertinentes, avant de proposer des approches anti-avortements.

Du côté de la CSWF, c'était des événements assez radicaux sur le bonheur grâce à la religion. L'argument est qu'on trouve le bonheur et le bien-être via la religion, le mariage et la famille. Ce discours a été appuyé par des données scientifiques produites par différents chercheurs des universités privées chrétiennes américaines. Ils utilisent les données empiriques pour prouver que les thématiques existent. Ils mettent en avant le rôle du père. Si on a un père, on est dans un cercle vertueux (éduquée, responsable). En l'absence du père, c'est la dégringolade (drogue, grossesse non désirée, etc.). Cette hypothèse était appuyée par des données statistiques.

A l'extérieur du lieu de l'événement, les « trolls » étaient aussi présents : affiches, camionnettes avec une affiche où on pouvait lire que l'ONU promeut l'avortement ou une idéologie radicale du genre. Les « trolls » ont également réalisé des perturbations au sein des réunions internes. Lors de la session de clôture, des jeunes hommes appartenant au même groupe sont venus avec des affiches à l'avant de la scène.

Elle relève également l'augmentation de la mouvance masculiniste. Pendant la CSW a également été signée la « New York Déclaration for Men and Boys » : cette déclaration formelle se veut être une réponse au fait que les hommes et les garçons sont perdants dans beaucoup de domaines. Ce qui est perturbant, c'est que leurs revendications sont des questions qui peuvent être abordées par la CSW. L'inégalité hommes-femmes a des conséquences sur les femmes et sur les hommes et cette question du masculinisme est très peu abordée.

L'argumentaire se base sur la psychologie évolutionniste qui s'appuie sur l'épigénétique pour prouver qu'il y a bien une différence essentielle et irrémédiable entre les femmes et les hommes. C'est un argument à écouter mais il peut être utilisé pour défendre une approche anti-genre.

2 mots de vocabulaires ont été retirés du rapport : genre (devient sexe), intersectionnalité.

4. Mme Alice BECK

Quelques chiffres

- 12 000 personnes inscrites auprès de l'application WHOVA, application qui permet d'avoir accès à tous les événements ;
- 110 pays représentés ;
- + de 90% de femmes ;
- Âge : surtout des + de 35 ans, mais la proposition de jeunes de 18-35 ans a augmenté par rapport à l'année passée ;
- Moitié des participant.e.s venaient pour la 1^{ère} fois à cette session.

Elle témoigne qu'il y a eu de nombreuses barrières à la participation : de nombreuses personnes n'ont pas pu rejoindre l'événement pour diverses raisons : visas, coûts, sécurité en fonction de la personne que l'on est. Elle a ressenti ces pressions comme intentionnelles, pour faire taire des voix marginalisées.

La grande majorité des participant.e.s provenaient de l'Amérique du Nord, de l'EU, de l'Afrique, de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine-Caraïbes. Au niveau des pays représentés, on y trouve les USA, le Royaume-Unis, le Nigéria, le Canada et l'Inde.

Il était aussi possible de participer en hybride aux différents événements, mais la majorité des personnes étaient sur place.

Eléments positifs

- Ouverture à la société civile dans la délégation belge. Cette pratique n'est pas nouvelle ;
- Taille et diversité dans la délégation belge.

Comment mieux préparer cette délégation ?

- Mieux comprendre la composition et les rôles de chacun au sein de la délégation ;
- Augmenter le nombre de débriefings internes pendant la session, ce qui permet de mieux échanger sur les points d'attention à défendre en priorité, d'évaluer ce qui s'est passé pendant la journée.

Climat général

- Pushback mondial fortement ressenti ;
- Beaucoup d'événements alternatifs anti-genre ;
- Perturbation des événements pro-droits ;
- Compliquer l'accès au territoire. En réaction, une campagne a été organisée de manière à faire connaître les stories des personnes qui n'ont pas pu avoir accès aux événements ;
- Politique des USA : diffusion d'une campagne de désinformation ciblant les délégations de l'ONU ;
- Coupes budgétaires : moins de locaux disponibles pour organiser des échanges au niveau de la société civile ;
- The energy was wuted à cause des nombreux freins.

Malgré tout cela, la résilience féministe est restée très forte, avec un engagement réel malgré les luttes intersectionnelles.

Déclaration politique

La société civile reconnaît le grand travail du Bureau, même si on n'a pas pu faire passer les droits sexuels et reproductifs, ce qui est en rupture avec d'autres textes internationaux.

Question de la revitalisation de la CSW

La société civile a :

- réaffirmé le mandat de la CSW, car c'est un lieu extrêmement important qui est à renforcer, puisque c'est le lieu de la négociation sur les enjeux de l'égalité des genres au niveau mondial ;
- demandé d'améliorer la redevabilité : que fait-on des textes concertés dans les Etats ?;
- demandé d'accroître encore sa participation, non seulement être présente, mais aussi pouvoir participer aux négociations pour être entendue ;
- demandé d'inclure les personnes plus marginalisées pour faire entendre leurs voix (peuples indigènes, personnes invalides, etc.).

Des propositions ont été émises pour revitaliser la CSW : mieux articuler les niveaux globaux et régionaux, étudier la possibilité d'organiser une rotation régionale de la session de la CSW de manière à éviter les problèmes d'accessibilité qu'on a connu cette année, partager l'information de manière plus anticipée pour que les ONG puissent s'en imprégner et opter pour une position avant la session.

Propositions de programme pluriannuel 2026-2029

Les thèmes proposés sont : justice, intersection avec l'ODD5 de l'agenda 2030, système de soins, femmes en situation d'urgence humanitaire.

Elle relève une préoccupation soulevée par la société civile : la disparition de la référence aux droits humains dans le texte.

Le thème de 2026 n'est pas encore définitif : l'accès à la justice est mentionné sur le site des Nations unies, mais plusieurs pays ont insisté pour mettre le système des soins comme thématique.

5. Questions - réponses

- ✚ Mme RYCKMANS s'étonne que la déclaration politique ait été adoptée au début de la session. Or, l'objectif est d'intégrer les nouveautés suite aux négociations. Comment les ONG peuvent-elles s'impliquer pour faire évoluer cette déclaration ?

Mme BERGE rappelle qu'il s'agit d'une année commémorative pour les 30 ans de Pékin. Tous les 5 ans, il y a une déclaration politique qui est signée en début de session. Il est clair que cela donne moins de marge pour la société civile, mais cela donne plus de responsabilité pour les Etats. La réflexion commence beaucoup plus en amont, avec la construction du rapport national. C'est à ce moment-là que la société civile est consultée.

- ✚ Cette identification des « trolls » n'est pas nouvelle, on voit arriver de plus en plus de conservateurs et de masculinistes. Avant, on arrivait à les identifier (organisations anti-choix), à voir comment ces groupes étaient financés et comment ils s'organisaient. Est-ce encore possible de bien les identifier aujourd'hui ?

Elle rappelle que dans le cadre des précédentes sessions, il n'était pas rare d'avoir du lobbying le soir dans les chambres d'hôtels de la part de ces groupes conservateurs qui mettaient la pression sur les délégations. Elle a toujours plaidé pour que la Belgique et les autres pays européens préparent des discussions et les délégations avec les pays amis, avec lesquels on a des partenariats, des accords de coopération, ce qui permet de démonter les argumentaires. Est-ce encore imaginable aujourd'hui pour contrecarrer ces discours anti-choix de plus en plus forts ?

Mme BERGE rappelle que l'UE collabore déjà avec les autres pays amis. Est-ce qu'on le fait bien ? c'est une autre question. Après les négociations, on rédige des « agree conclusions » et on rencontre les autres pays avec ce document pour voir s'il est possible d'établir une collaboration. A New-York, il existe une équipe spécifique pour convaincre d'autres pays sur certains points qui restent encore discordants.

Concernant la présence des « trolls », Mme MARTINUS pense que le noyau dur est toujours le même qu'il y a quelques années : ce sont des personnes qui ont des postes de pouvoir et qui sont reconnues par leurs communautés. Par contre, les « trolls » plus perturbateurs sont des personnes plus jeunes issues des Universités catholiques américaines et d'autres d'Argentine. ils ont pris la parole pour mentionner leur refus de certaines approches. On peut encore savoir assez facilement d'où ils viennent mais ils sont assez nombreux. Même au niveau des événements des ONG, il y a eu des discours moins progressistes. Certains groupes sont très organisés et d'autres viennent proposer leur approche, leur philosophie, dans un contexte de parole un peu plus conservateur.

- ✚ Une participante représentant une petite ASBL « Genre et ethnicité » constate qu'il y a de plus en plus de pression par rapport à la Convention d'Istanbul. Existe-t-il des bonnes pratiques ou des organisations qui pourraient témoigner de leurs pratiques ? Par ailleurs, comment des petites organisations pourraient intégrer le travail de l'ONU ?

Mme KNIKMAN pense que chaque association ne doit pas tout faire toute seule. Il est préférable de renforcer la collaboration entre les associations pour voir ce qui peut être mis en œuvre. Dans cette coalition, on doit décider des sujets prioritaires et voir de quelle manière on pourrait avoir une incidence significative pour relayer ses positions.

- ✚ Une participante revient sur l'intersectionnel, qu'est-ce qui a pu émerger par rapport à la situation des femmes en situation de handicap ?

Mme KNIKMAN informe qu'on parle de cette thématique dans le chapitre « discrimination croisée », mais rien de plus concret. On ne sait pas comment s'y prendre vu la présence minimale de ces profils de femmes.

Mme BECK confirme que dans le point 8, le mot « intersectionnalité » a été remplacé par « formes multiples et croisées des discriminations » et on mentionne bien les femmes et les filles en situation de handicap.

- ✚ Mme Anne PIRSON, députée fédérale et Présidente du Comité d'émancipation sociale à la Chambre regrette que les députés ne soient pas du tout associés à la position que la Belgique va défendre. Or, il existe plusieurs structures au sein de la Chambre qui sont sensibles à la dimension de genre au sein de leurs compétences.

Mme BERGE trouve cette suggestion intéressante et propose d'en faire une question parlementaire. Elle pense cependant que Mme la députée peut participer aux consultations de la société civile en tant que citoyenne.

- ✚ Une participante revient sur l'interpellation qui a eu lieu avec Mme la Ministre GENNEZ. Elle pense que ce qu'elle a dit était le plus important, même si cela s'est ressenti comme une réponse très générale.

Mme BERGE confirme qu'il est important de parler « Femmes, Paix, Sécurité » pour travailler sur la lutte contre les violences sexuelles. L'agenda devrait y accorder plus d'attention, mais on se trouve face à un problème de budget. Elle informe que le Ministre de la Défense (Jan JAMBON) et le Ministre de la Coopération au Développement (Maxime PREVOT) sont en train d'élaborer un plan, mais il doit faire plus attention à la problématique des femmes.

- ✚ Une participante revient sur la politique de TRUMP et constate qu'un mouvement de contestation est en train de s'organiser par rapport à la politique DEI. Pourrait-on envisager une réaction proactive au niveau européen, notamment en ce qui concerne le problème de financement ?

Mme BERGE est fort pessimiste quant à une réponse proactive de l'UE par rapport à TRUMP, car certains pays européens sont du même avis que TRUMP.

- ✚ Une participante constate qu'il y a de l'engouement par rapport à la politique féministe étrangère, est-ce que ce mouvement joue encore un rôle ?

La Belgique fait partie des associations amies féministes où les différents pays se réunissent souvent. Officiellement, il n'y a pas un parlement féministe comme dans d'autres pays. Ceux-ci ont également des standards plus élevés pour mettre en œuvre des politiques.

M. MATSAS conclut en disant que la prochaine CSW risque d'être encore plus compliquée vu le contexte mondial. Il est dès lors important de renforcer des coalitions pour contrer les mouvements anti-genres. Il faut forger un esprit de riposte à ces mouvements, non seulement au niveau international mais aussi au niveau de la Belgique.
